

Audience publique du 1^{er} mars 2010

Recours formé par
..., ...
contre un bulletin de cotisation émis par la Chambre de Commerce du Grand-Duché de
Luxembourg
en matière de cotisations professionnelles

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 24825 du rôle et déposée le 15 septembre 2008 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre Winandy, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de ..., établie et ayant son siège social à L-..., ..., représentée par « *ses gérants* » en fonction, tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'un bulletin de cotisation de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg du 2 juillet 2008 relatif à l'année 2008 ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Guy Engel, demeurant à Luxembourg, du 17 septembre 2008, portant signification de ce recours à la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, établie à L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 17 décembre 2008 par Maître Patrick Kinsch, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, pour compte de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ledit mémoire en réponse ayant été notifié par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse le 16 décembre 2008 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 5 janvier 2009 par Maître Jean-Pierre Winandy pour compte de ..., ledit mémoire en réplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la Chambre de Commerce ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 5 février 2009 par Maître Patrick Kinsch pour compte de la Chambre de Commerce, ledit mémoire en duplique ayant été notifié le même jour par acte d'avocat à avocat au mandataire de la partie demanderesse ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin critiqué ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Maître Jean-Pierre Winandy, ainsi que Maître Patrick Kinsch en leurs plaidoiries respectives.

En date du 2 juillet 2008, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, ci-après dénommée la « Chambre de Commerce », émit à l'égard de ..., ci-après dénommée la ..., un bulletin de cotisation portant fixation de la cotisation pour l'année 2008 d'un montant de 4.041,22 €.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 15 septembre 2008, la...a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation du bulletin de cotisation précité du 2 juillet 2008.

A défaut de l'existence d'un recours au fond en matière de décisions prises par une chambre professionnelle et portant sur les cotisations qui lui sont dues de la part de ses membres, c'est à bon droit que la partie défenderesse conclut à l'incompétence du tribunal administratif pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal contre le bulletin litigieux du 2 juillet 2008. Partant, seul un recours en annulation a pu être introduit contre ledit bulletin.

Le recours en annulation, introduit dans les formes et délai prévus par la loi, est à déclarer recevable.

Quant au fond, la partie demanderesse conclut à une violation des dispositions protectrices du secret fiscal en ce que, pour pouvoir procéder au calcul des cotisations pour l'année 2008, les données concernant le bénéfice commercial de l'année 2006 ont dû être prises en considération, ceci en conformité avec l'article 37bis de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective. Or, la partie demanderesse fait soutenir que dans la mesure où la loi du 21 décembre 2007 portant notamment modification de la loi du 4 avril 1924 ne prévoirait pas de dispositions rétroactives, il n'existerait partant aucune base légale autorisant l'administration des Contributions directes à communiquer des informations détenues par elle au sujet de l'année 2006 par rapport auxquelles sont à calculer les cotisations litigieuses de l'année 2008, conformément à l'article 37bis précité.

C'est à bon droit que la Chambre de Commerce s'oppose à l'argumentation ainsi développée par la partie demanderesse, en soutenant que l'article 7 de la loi précitée du 21 décembre 2007 figurant sous le titre IIIbis de ladite loi prévoit une base légale suffisante de nature à permettre la transmission des données détenues par l'administration des Contributions directes à la Chambre de Commerce dans le cadre de la fixation des cotisations à percevoir par cette dernière. Elle soutient en effet à juste titre qu'il aurait simplement été fait application avec effet immédiat de ladite disposition légale contenue à l'article 7, ayant eu pour objet d'ajouter un nouvel alinéa à la fin de l'article 3 de la loi du 4 avril 1924 de la teneur suivante : *« L'Administration des Contributions directes est autorisée à transmettre à la Chambre de Commerce les données nécessaires à l'établissement et la tenue à jour de ses fichiers de ressortissants, ainsi qu'à la fixation et la perception des cotisations de ses ressortissants. Ces données ne peuvent être utilisées qu'à ces fins exclusives »*. Cette interprétation de cette disposition légale est d'ailleurs confirmée par le commentaire des articles tel qu'il ressort des amendements gouvernementaux émis à la base de la loi précitée du 21 décembre 2007 (doc. parl. 5801¹, page 3) suivant lequel *« la référence à l'année d'imposition n'est pas adéquate à l'endroit de la fixation et de la perception des cotisations de la Chambre de Commerce (...) »*. S'il est vrai que ce commentaire est plus que succinct, il n'en demeure pas moins que le gouvernement avait

pour objectif de ne pas limiter le champ d'application de la loi du 21 décembre 2007 à l'année d'imposition 2008 et aux années subséquentes, ce qui veut dire qu'il a entendu rendre cette loi applicable à toutes les années d'imposition sans distinction. Il s'ensuit encore que notamment l'article 7 de la loi précitée du 21 décembre 2007 s'applique à toutes les années d'imposition, qu'elles soient antérieures ou postérieures à l'année d'imposition 2008, voire concerne celles-ci, ce qui veut dire que par la loi en question l'administration des Contributions directes est autorisée à procéder à un échange d'informations avec la Chambre de Commerce même en ce qui concerne les données antérieures à l'entrée en vigueur de la loi précitée du 21 décembre 2007.

Il suit des développements qui précèdent que dans la mesure où le bulletin de cotisation litigieux a été émis en date du 2 juillet 2008, partant postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi précitée du 21 décembre 2007, de sorte à tomber dans le champ d'application de cette dernière, l'administration des Contributions directes a été autorisée à transmettre à la Chambre de Commerce les données fiscales de la demanderesse relatives notamment à l'année 2006 en vue du calcul de la cotisation à payer pour l'année 2008. Le moyen afférent présenté par la partie demanderesse est partant à rejeter comme n'étant pas fondé, sans qu'il y ait lieu de prendre en outre position sur les développements faits par la demanderesse au sujet de l'éventuelle applicabilité des dispositions de la loi générale des impôts, un tel examen se révélant être superfétatoire par rapport aux conclusions tirées ci-avant.

En deuxième lieu, la partie demanderesse reproche en substance à la Chambre de Commerce de collecter des cotisations qu'elle qualifie d'« *excessives* » pour financer notamment des projets qui dépasseraient le rôle qui lui serait attribué par le législateur. La partie demanderesse estime ainsi que la Chambre de Commerce collecterait des recettes au-delà des dépenses qui devraient lui incomber en conformité avec l'article 3 de la loi du 4 avril 1924, précitée.

C'est à bon droit que la Chambre de Commerce sollicite le rejet de ce moyen comme n'étant pas pertinent, étant donné que le moyen ainsi développé par la partie demanderesse, même si son argumentation devait s'avérer être exacte, n'est pas de nature à entraîner l'annulation d'un bulletin de cotisation de la Chambre de Commerce. En effet, la partie demanderesse n'a pas établi, dans le cadre de ses développements, que le bulletin de cotisation litigieux viole une quelconque disposition légale ou réglementaire, le simple fait de prétendre, sans d'ailleurs l'établir, que l'argent ainsi collecté par la Chambre de Commerce servirait à financer des « *projets somptuaires* » ne saurait à lui seul suffire pour établir l'illégalité d'un bulletin de cotisation.

La partie demanderesse reproche en troisième lieu à la Chambre de Commerce d'avoir prévu dans « *son règlement de cotisation du 31 janvier 2008* » un barème dégressif en ce qui concerne la fixation des cotisations, en l'absence d'une autorisation législative quant à la possibilité de prévoir des taux de cotisation différenciés pour différentes catégories de ressortissants de la Chambre de Commerce. A l'appui de ce moyen, la partie demanderesse se pose la question de savoir si la fixation de barèmes qu'elle qualifie de dégressifs est conforme « *à nos conceptions prévalant en matière de prélèvements obligatoires* ». Elle estime dans ce contexte que le fait d'admettre que certains ressortissants se voient appliquer un taux de cotisation plus réduit que d'autres permettrait d'aboutir à la conclusion que les dépenses de la Chambre de Commerce ne seraient pas telles que tous les ressortissants doivent payer le même taux de cotisation. On pourrait partant en tirer encore la conclusion qu'un taux de cotisation unique plus bas, uniforme pour tous les ressortissants, suffirait pour financer les dépenses de la

Chambre de Commerce. Elle sollicite partant l'application d'un taux moins élevé que celui qui lui aurait été appliqué dans le cadre du bulletin de cotisation litigieux.

La Chambre de Commerce soutient que les arguments développés par la partie demanderesse dans le cadre de ce moyen seraient dépourvus de sérieux, tout en faisant valoir pour le surplus que la réglementation adoptée par elle en matière de fixation des cotisations serait conforme à la Constitution pour ne pas violer le principe d'égalité devant la loi. Elle fait encore exposer que le législateur aurait laissé à la Chambre de Commerce la compétence de fixer elle-même ses cotisations annuelles, en n'excluant pas le procédé de la fixation de taux dégressifs. Dans le cadre des attributions qui lui auraient ainsi été accordées par le législateur, elle aurait, suivant un procédé démocratique, fixé les cotisations annuelles à payer par ses ressortissants.

Le tribunal constate, au vu du libellé de l'argumentation développée par la partie demanderesse, qu'au cas où ces développements devraient être considérés comme constituant un moyen de droit, ce moyen se dirigerait contre le « *règlement de cotisations du 31 janvier 2008* » auquel la partie demanderesse a expressément fait référence mais non pas contre le bulletin de cotisation litigieux. Or, ledit règlement de cotisations ne fait pas l'objet du présent litige, et la demanderesse n'a pas soumis au tribunal une quelconque argumentation de nature à pouvoir retenir une exception d'illégalité, de sorte qu'il y a lieu d'écarter ces développements comme n'étant pas pertinents dans le cadre de la présente instance.

Le même sort doivent d'ailleurs suivre les développements de la partie demanderesse ayant trait au « *minimum cotisable* » et à « *la rectification des cotisations* », étant donné que ces développements contiennent des critiques d'ordre général du système mis en place par la Chambre de Commerce pour collecter les cotisations qui lui reviennent en application de la loi précitée du 4 avril 1924, sans que ces développements, qui ne peuvent même pas être considérés comme constituant des moyens de droit, soient de nature à établir ou tentent d'établir l'illégalité du bulletin de cotisation litigieux. Ils sont partant à écarter comme n'étant pas pertinents.

La partie demanderesse critique encore le bulletin litigieux, en soutenant qu'il opérerait en fait une « *double imposition* », en ce qu'elle constituerait l'associé commanditaire de ...et ..., ci-après désignée « la société... », dont elle détiendrait 33% des parts sociales. Il s'ensuivrait que sa participation au sein de la société...serait assujettie deux fois à la cotisation à verser à la Chambre de Commerce, ce qui serait contraire au principe de non double imposition.

C'est à bon droit que la Chambre de Commerce conclut au rejet de ce moyen, étant donné que les cotisations perçues par elle ne constituent pas des impôts, puisqu'alors même que lesdites cotisations constituent des prélèvements obligatoires, elles ne sont collectées ni par l'Etat ni par les communes afin de financer les dépenses de ceux-ci. En effet, les cotisations à verser à une chambre professionnelle, dont la Chambre de Commerce, sont à considérer comme constituant des taxes parafiscales dans la mesure où elles constituent des prélèvements obligatoires effectués dans un intérêt économique ou social déterminé au profit d'une personne morale autre que l'Etat et les communes¹.

Au-delà de la conclusion retenue ci-avant, il échet encore de relever que chaque ressortissant de la Chambre de Commerce est censé payer à celle-ci la cotisation légalement due, sans que les dispositions légales et réglementaires actuellement applicables ne fassent une

¹ cf. A. Steichen, Manuel de droit fiscal, 4^e éd. 2006, t. 1, n° 24

distinction quant aux formes juridiques sous lesquelles lesdits ressortissants se sont constitués et sans qu'il ait été fait une quelconque distinction quant à la composition de leur capital social.

Il échet enfin de faire droit à la demande de la partie défenderesse par laquelle elle sollicite le rejet des moyens nouveaux invoqués par la partie demanderesse dans le cadre de son mémoire en réplique et ayant trait, d'une part, à une prétendue illégalité des décisions de fixation des cotisations et, d'autre part, au fait qu'aucune décision fixant les cotisations de la Chambre de Commerce à 0,2% n'aurait été prise par l'assemblée plénière de celle-ci, étant donné qu'une partie demanderesse doit faire valoir ses moyens dans la requête introductive d'instance et ne peut, sous peine de forclusion, faire valoir d'autres moyens ou prendre d'autres conclusions après l'expiration du délai de recours². Ces moyens nouveaux ayant ainsi été écartés pour avoir été produits tardivement, le même sort doit suivre la demande formulée dans le cadre desdits moyens par la partie demanderesse « *de produire les pièces concernant les décisions prises par la Chambre de Commerce en matière de cotisations* ».

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours en annulation est à rejeter comme n'étant pas fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours en réformation ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne la partie demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par:

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 1^{er} mars 2010 par le premier vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Carlo Schockweiler

² Cour adm. 17 juin 1997, n° 9481C du rôle, Pas. adm. 2009, V° Procédure contentieuse, n° 590 et autre référence y citée

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 03.03.2010
Le Greffier assumé du Tribunal administratif